



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
11 avril 2022
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2022

6-10 juin 2022, New York

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

Rapport annuel de la Directrice exécutive

Résumé

Nous sommes fiers de présenter le dernier rapport annuel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur son plan stratégique pour la période 2018-2021. Pour la sixième année consécutive, le rapport annuel de la Directrice exécutive de l'UNOPS a été établi conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, mise en place par l'UNOPS en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Pacte mondial des Nations Unies afin d'aider les organisations à faire leur bilan en matière de viabilité.

En 2021, l'UNOPS a aidé le système des Nations Unies à faire face à des crises humanitaires dévastatrices, à exécuter des projets de développement essentiels et à promouvoir les priorités que sont la paix et la sécurité dans plus de 80 pays. Malgré les difficultés posées par une pandémie mondiale, les services de l'UNOPS ont fait l'objet d'une demande importante en 2021, notamment en raison des interventions liées aux activités de riposte et de relèvement face à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et de notre capacité de fonctionner même dans des circonstances extraordinaires.

L'UNOPS a appuyé des projets qui ont permis d'offrir 6,1 millions de jours de travail rémunéré aux populations locales, dont 2,4 millions au bénéfice de femmes et 3,7 millions au bénéfice d'hommes. Nos activités dans le secteur de l'infrastructure ont englobé la conception, la construction ou la remise en état de 30 écoles, 10 hôpitaux et 62 dispensaires. En 2021, l'UNOPS a fourni à ses partenaires des biens et des services pour une valeur de 3,8 milliards de dollars, contre 1,3 milliard de dollars en 2020. À lui seul, un grand projet pharmaceutique pour le Gouvernement du Mexique a représenté 2,2 milliards de dollars. Les prestations de l'UNOPS ont atteint plus de 3,4 milliards de dollars. Plus de 13 000 personnes sous contrat ayant travaillé directement pour l'UNOPS et nos partenaires, nous avons pu mettre nos compétences techniques et notre efficacité au service du système de développement mondial.



Attaché au programme de réforme de l'Organisation des Nations Unies, l'UNOPS fait en sorte d'être une organisation plus égalitaire, enregistrant un changement important dans les niveaux de représentation des femmes et atteignant la parité des genres. Le Bureau fera en sorte d'être plus inclusif, égalitaire et diversifié et veillera à assurer la continuité et la durabilité des changements réalisés. En résumé, l'UNOPS a continué d'enregistrer une demande importante pour ses services et d'améliorer son mode de fonctionnement. Fort de son plan stratégique pour la période 2022-2025, l'UNOPS est bien placé pour participer à la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19 et pour intensifier son appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux États Membres et aux populations qu'ils représentent.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) saluer la contribution que l'UNOPS a apportée en 2021 aux résultats opérationnels des gouvernements, des Nations Unies et des autres partenaires en mettant à leur disposition des services d'appui à la gestion efficaces et des compétences techniques spécialisées efficaces, renforçant ainsi les moyens engagés au service du développement durable ; b) prendre note de la mise en œuvre réussie du plan stratégique pour la période 2018-2021 et de la création d'une plateforme de mise en œuvre solide qui étaiera le lancement du plan stratégique pour 2022-2025 et aidera les États Membres à réaliser le Programme 2030 ; c) prendre note du rapport annuel contenant les recommandations du Corps commun d'inspection et des progrès accomplis dans l'application des recommandations concernant l'UNOPS ; d) se féliciter que l'UNOPS ait atteint la parité entre les sexes au sein de son personnel ; e) prendre note des contributions de l'UNOPS aux activités de lutte et de relèvement face à la COVID-19.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Cadre de résultats	4
III. Aperçu des résultats	5
IV. Résultats opérationnels	6
A. Services d'appui à la gestion efficaces	6
B. Compétences techniques spécialisées efficaces	10
C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources	13
V. Résultats de gestion	15
A. Projets exécutés et partenariats	15
B. Excellence des processus	16
C. Excellence des ressources humaines	18
D. Gestion financière	21

Annexe

(Disponibles sur la page Web du Conseil d'administration)



Le présent rapport a été établi conformément aux normes de base de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Un index présentant en détail le contenu de l'Initiative figure à l'annexe I.

I. Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès accomplis en 2021 dans l'exécution du plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2018-2021. Grâce à ce plan, l'UNOPS a aidé les populations à améliorer leurs conditions de vie et les pays à avancer sur la voie de la paix et du développement durable.

2. La pandémie de COVID-19 a continué de détruire des vies et des moyens de subsistance en 2021. Les conflits en Afghanistan, en Éthiopie et au Myanmar ont mis en péril la paix, la sécurité et les avancées durement acquises en matière de développement pour des millions de personnes. Pendant la préparation du présent rapport, la guerre en Ukraine a renforcé cette tendance au conflit et à l'insécurité, qui doit être inversée pour assurer l'avenir de l'humanité. Ce rapport est à la fois le dernier à rendre compte du plan stratégique pour la période 2018-2021 et le dernier de la directrice exécutive, qui prendra sa retraite en septembre 2022.

3. L'UNOPS a su rapidement s'adapter à la réalité de la COVID-19 et a continué, en 2021, d'aider ses partenaires en matière de préparation, de riposte et de relèvement. En 2021, l'UNOPS a exécuté des projets dans le monde entier pour une valeur de plus de 3,4 milliards de dollars. Des activités de lutte et de relèvement face à la COVID-19 ont été convenues avec les partenaires au cours de l'année pour une valeur de près de 700 millions de dollars et exécutées à hauteur de plus de 300 millions de dollars.

4. L'avenir des populations du monde entier dépendra de notre capacité à relever les défis posés par les changements climatiques. Comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies lors de la 26^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, « soit nous y mettons fin, soit c'est [la nature] qui nous fera disparaître ». Pour prévenir les pires effets des changements climatiques, nous devons « [faire] le choix de l'ambition. [Faire] le choix de la solidarité. [Faire] le choix de préserver l'avenir et de sauver l'humanité ». Il est essentiel d'évaluer la viabilité des activités de l'UNOPS, ce pourquoi ce dernier en rend compte pour la sixième année consécutive en s'appuyant sur les normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. L'annexe I fournit de plus amples informations sur les résultats obtenus par l'UNOPS, mesurés à l'aune des données pertinentes de l'Initiative.

II. Cadre de résultats

5. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/176 et le plan stratégique pour la période 2018-2021 a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2017/26. Ce dernier a constaté que le plan tenait pleinement compte des décisions des États Membres, des orientations générales et des accords internationaux et visait à répondre aux besoins des populations et des pays, notamment dans les situations les plus précaires.

6. En 2021, l'UNOPS a articulé le rapport sur ses activités autour de ses compétences de base ou domaines d'intervention : compétences techniques spécialisées efficaces en matière d'infrastructure et de gestion des achats et des projets, services d'appui à la gestion efficaces et élargissement de la gamme et de l'impact des ressources pour la mise en œuvre du Programme 2030, y compris les ressources du secteur privé.

7. Les domaines d'intervention ont orienté l'évaluation des résultats et le bilan en matière de viabilité concernant 868 projets, dont 94 % ont contribué à la durabilité, du point de vue économique, environnemental ou social. Tout au long du présent rapport, les pourcentages reflétant les résultats en matière de viabilité sont pondérés

en fonction de la valeur des projets exécutés. Le cadre de résultats et la méthode d'établissement du rapport sont décrits aux annexes II et III.

III. Aperçu des résultats

8. En 2021, les projets de l'UNOPS ont permis d'offrir aux populations locales plus de 6 millions de jours de travail rémunéré, dont 2,4 millions au bénéfice de femmes et 3,7 millions au bénéfice d'hommes, 1,7 million de jours de travail rémunéré ayant été accomplis par des jeunes, filles et garçons, âgés de 15 à 24 ans. Il s'agissait en majorité de projets d'infrastructure concernant la construction ou la remise en état de 30 écoles, 10 hôpitaux, 62 dispensaires, 13 palais de justice, 9 commissariats de police et 312 kilomètres de routes (contre 114 écoles, 9 hôpitaux, 8 dispensaires, 3 palais de justice, 30 commissariats de police et 2 332 kilomètres de route en 2020).

9. En 2021, l'UNOPS a fourni à ses partenaires des biens et des services pour une valeur de 3,8 milliards de dollars, ce qui représente une mesure de la valeur totale des engagements contractuels par opposition aux biens et aux services fournis. Cela représente une augmentation de 66 % par rapport aux 1,3 milliard de dollars déclarés en 2020. À lui seul, un grand projet pharmaceutique pour le Gouvernement du Mexique a représenté 2,2 milliards de dollars, dont 99 % ont été dépensés auprès de fournisseurs enregistrés localement. Sur les 1,6 milliard de dollars restants, les dépenses totales du budget d'approvisionnement auprès des fournisseurs locaux se sont élevées à 47 % en 2021, contre 46 % en 2020.

10. Dans le cadre des efforts déployés pour partager ses connaissances et ses compétences, l'UNOPS a fourni à ses partenaires près de 36 000 jours d'assistance technique (contre 38 000 en 2020). Pour environ 58 % des projets pertinents qu'il a appuyés (contre 48 % en 2020), une ou plusieurs activités ont contribué au renforcement des capacités nationales.

11. L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. Il ressort d'une analyse que ses activités ont émis 10 294 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre en 2021, contre 9 316 tonnes en 2020. Toutes les émissions attribuées à l'UNOPS en 2020 ont été compensées par des réductions d'émissions, conformément à la certification Gold Standard du Mécanisme des Nations Unies pour un développement propre.

12. En 2021, la demande est restée forte pour les services de l'UNOPS dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit, les pays les moins développés et les autres pays en situation de vulnérabilité. L'UNOPS a contribué aux progrès accomplis dans la réalisation de divers objectifs locaux et mondiaux, notamment des objectifs de développement durable. Comme dans les années précédentes, la demande d'appui au titre des objectifs 3, 9, 11 et 16 était soutenue. L'UNOPS a mis à disposition ses compétences en fournissant divers services intégrés qui recoupent de multiples secteurs et gammes de services. Le tableau 1 ci-dessous fait le point des résultats obtenus dans ce domaine.

Tableau 1
Pourcentage de projets exécutés en fonction des diverses gammes de services de l'UNOPS

<i>Gamme de services</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2021</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2021 hors PharmaMX</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2020</i>
Infrastructure	8	11	14
Achats	60	42	33
Gestion des projets	12	17	18
Ressources humaines	7	10	12
Gestion financière	13	18	23

IV. Résultats opérationnels

A. Services d'appui à la gestion efficaces

13. L'UNOPS est résolu à donner à ses partenaires les moyens de rationaliser leurs activités, grâce à des services d'appui à la gestion efficaces fournis au niveau local ou sous forme de services partagés à l'échelle mondiale. La gamme des services ainsi offerts va de la gestion des fonctions achats, ressources humaines, finances et autres services partagés, à la fourniture aux partenaires intéressés de services spécialisés de secrétariat dans le cadre juridique de l'UNOPS.

14. Pour ce qui est des services d'appui à la gestion, l'UNOPS apporte un soutien concernant l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et aide à faire face aux crises humanitaires et à répondre aux priorités dans les domaines de la paix et de la sécurité grâce à sa capacité d'intervention rapide dans les situations d'urgence.

15. En coopération avec le Gouvernement du Japon, l'UNOPS a œuvré au renforcement de la résilience nationale face à la pandémie de COVID-19 en Asie, au Moyen-Orient et dans la région du Pacifique, en reconditionnant plus de 11 millions de doses du vaccin AstraZeneca contre la COVID-19 données par le Japon par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX. L'UNOPS a également collaboré avec le Japon pour soutenir la riposte à la COVID-19 de l'État de Palestine, de l'Éthiopie, de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, du Nigeria, de la Syrie, de l'Ukraine et du Yémen avec un financement de plus de 18 millions de dollars. L'UNOPS a acheté du matériel médical, des fournitures et des cliniques mobiles, ainsi que des panneaux solaires qu'il a également installés afin d'assurer un approvisionnement régulier en énergie renouvelable. Outre la remise en état et l'équipement d'unités de soins intensifs, d'un laboratoire et de services hospitaliers, l'UNOPS a reconstruit des centres de soins de santé primaires.

16. Au Myanmar, le Gouvernement australien a fourni une aide de plus de 3,3 millions de dollars à la riposte à la COVID-19, dont l'appui aux traitements médicaux et aux fournitures d'urgence, par l'intermédiaire du Fonds pour l'accès à la santé (Health Fund), administré par l'UNOPS et financé par les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

17. Grâce à un financement de 53 millions d'euros de l'Union européenne, l'UNOPS aide l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à atténuer les conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie dans ses pays membres au moyen d'interventions coordonnées et globales ciblant 45 zones

transfrontalières critiques situées dans sept pays. L'objectif est de renforcer la capacité de coordination de l'IGAD, d'accroître l'accès aux services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de lutter contre la violence fondée sur le genre, d'améliorer l'engagement communautaire, de garantir la sécurité des frontières pour les échanges commerciaux et de promouvoir les solutions numériques de santé. Le programme soutient particulièrement les travailleurs de première ligne et les groupes vulnérables, notamment les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays et les communautés transfrontalières et réalise des activités majeures à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud. L'UNOPS, en tant que responsable de l'initiative, assure la gestion du programme et des parties prenantes, des questions fiduciaires, des résultats et des risques. L'UNOPS supervise les activités du programme par l'intermédiaire de partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Agence allemande de coopération internationale et TradeMark East Africa.

18. Grâce à un financement de la Banque mondiale et en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNOPS contribue à la riposte à la COVID-19 du Gouvernement du Honduras en apportant un appui logistique au transport local, au stockage et à la distribution de plus de 16,8 millions de kits d'équipement de protection individuelle dans le réseau hospitalier du Ministère de la santé, à savoir 32 hôpitaux situés dans 20 régions.

19. L'UNOPS a signé un accord concernant la fourniture d'un appui opérationnel au Centre pour le climat du PNUE à Copenhague. Autrefois connu sous le nom de partenariat PNUE-Université technique du Danemark, ce centre international de recherche et de conseil sur l'énergie, le climat et le développement durable joue un rôle de premier plan depuis plus de 30 ans. Le centre accompagne les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire dans leurs efforts pour bâtir un avenir résilient aux changements climatiques et à faible émission de carbone et pour intégrer les priorités climatiques dans la planification du développement national. L'UNOPS fournira au centre un appui en matière de ressources humaines, d'achats, de gestion des subventions et de logistique à compter de janvier 2022.

20. En partenariat avec la Banque islamique de développement, l'UNOPS a aidé le Sénégal et le Mozambique à lutter contre la COVID-19. Au Sénégal, l'UNOPS a acheté des ambulances et des véhicules d'urgence pour le compte du Ministère de la santé et de l'action sociale grâce à un financement de 3,4 millions de dollars ; au Mozambique, un financement de 2,2 millions de dollars a permis à l'UNOPS d'acheter 50 ambulances en partenariat avec le Ministère de la santé.

21. Aux Philippines, l'UNOPS fournit des équipements de protection individuelle, des fournitures et des équipements médicaux, met en place des installations de traitement des déchets et assure une formation en matière de santé publique, grâce à un prêt de 59 millions de dollars accordé au Gouvernement par la Banque asiatique de développement.

22. À la suite d'une contribution de 33 millions de dollars du Gouvernement du Japon, l'UNOPS a assuré, pour le compte du Gouvernement de l'Inde, l'achat et le transport de concentrateurs d'oxygène et de ventilateurs pour apporter une aide d'urgence aux services de santé sous pression en raison de la pandémie.

23. Un prêt de 1,6 million de dollars de la Banque mondiale a permis à l'UNOPS d'acheter des médicaments, du matériel et des appareils médicaux, des équipements de protection individuelle et des fournitures pour le compte du Gouvernement des Tuvalu, afin de renforcer les activités de préparation et de prévention en matière de COVID-19.

24. Au Cameroun, grâce à un financement de 3,9 millions de dollars du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'UNOPS a acheté du matériel médical destiné au traitement de la COVID-19 pour le compte du Comité national de lutte contre le sida du Ministère de la santé publique.

25. Au Turkménistan, à l'aide d'un financement de 2,8 millions de dollars du Gouvernement japonais, l'UNOPS achète des équipements médicaux et des fournitures pour les hôpitaux et les centres médicaux afin de contribuer au renforcement du système de santé et de la préparation aux pandémies.

26. En Géorgie, l'UNOPS s'est associé au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à l'UNICEF pour atténuer la perturbation des services de santé ruraux due à la pandémie de COVID-19. Dans le cadre d'un projet dirigé par l'équipe de pays des Nations Unies, et bénéficiant d'un financement de 1,7 million de dollars de l'Union européenne, l'UNOPS a acheté du matériel et du mobilier de première nécessité pour 200 centres de santé situés dans des villages ainsi que des équipements de télémédecine et de téléassistance pour 50 régions reculées, afin d'aider les médecins de campagne à fournir des services de santé de qualité.

27. Afin de renforcer la lutte contre la COVID-19 menée par les infrastructures de santé en Cisjordanie et à Gaza, l'UNOPS achète du matériel médical et des véhicules pouvant maintenir les basses températures nécessaires au transport des vaccins contre la COVID-19, grâce à un financement de 8 millions de dollars du Gouvernement japonais.

28. En Argentine, l'UNOPS a continué à appuyer le Gouvernement dans sa riposte à la COVID-19. Grâce à ses processus d'achat rapides et efficaces, l'UNOPS est venu en aide aux prestataires de soins de santé à travers le pays en achetant 67 unités modulaires, du mobilier hospitalier, du matériel médical et des ambulances. La capacité du système de santé dans quatre provinces a notamment été renforcée grâce à l'installation de 11 unités modulaires de soins d'urgence, entièrement équipées, comprenant 798 lits médicalisés pour les patients hospitalisés.

29. Awaaz Afghanistan est une initiative promouvant la responsabilité collective et l'engagement communautaire. Un numéro d'appel national gratuit permet aux populations touchées d'obtenir des informations et de faire part de leurs commentaires sur les programmes d'aide. Grâce à ce canal de communication bidirectionnel, les priorités et les besoins signalés sur le terrain sont transmis aux partenaires afin d'améliorer la qualité des programmes mis en œuvre en Afghanistan. Le centre a continué à fonctionner après la reprise du pays par les autorités de facto en août 2021. En décembre 2021, le centre avait traité plus de 210 000 appels ; les déplacés et les femmes étaient, respectivement, à l'origine de plus de 40 % et de 20 % des appels. Mis en œuvre par l'UNOPS, Awaaz Afghanistan bénéficie du soutien financier du Fonds humanitaire pour l'Afghanistan, de la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, du PAM et du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

30. L'UNOPS, en coordination avec le Ministère du travail et de la politique sociale et le Ministère de la santé, appuie l'intervention d'urgence du Gouvernement de Macédoine du Nord face à la pandémie de COVID-19. Grâce à un financement de 5,2 millions de dollars de la Banque mondiale, l'UNOPS achète une gamme d'équipements médicaux spécialisés, notamment des appareils d'imagerie par résonance magnétique et des tomodensitomètres.

31. Dans le cadre des services partagés fournis à l'échelle du système des Nations Unies pour le compte des gouvernements, l'UNOPS a soutenu l'achat de

119 millions de dollars de biens par l'intermédiaire d'UN Web Buy Plus (contre 102 millions de dollars de biens en 2020).

32. Agissant pour le compte de plusieurs organisations partenaires, l'UNOPS a administré les contrats de 7 453 personnes en 2021. Citons, entre autres partenaires, le HCR, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le PNUE, l'UNICEF, l'OMS, l'OIM et l'Institut mondial de la croissance verte.

33. En 2021, l'UNOPS a apporté un appui à de nombreuses activités de lutte antimines, d'aide humanitaire, de stabilisation, de gestion des explosifs et de renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi qu'aux activités de gestion des armes et des munitions menées par le Service de la lutte antimines de l'ONU et ses partenaires dans 19 pays et territoires, dont deux nouveaux programmes, au Niger et en Éthiopie, lancés en réponse à l'augmentation des besoins. L'UNOPS a également fourni des services de gestion des ressources humaines, des achats et des subventions, des services relatifs à la passation de marchés et des services juridiques et financiers, ainsi qu'un appui technique et opérationnel. L'appui fourni au Département des opérations de paix s'est élevé à 236 millions de dollars, dont 206 millions de dollars ont permis d'aider le principal partenaire de l'UNOPS, le Service de la lutte antimines de l'ONU, à mener à bien un certain nombre d'activités, à savoir :

a) En Afghanistan, où la crise humanitaire s'est aggravée, le programme a pu répondre, grâce aux procédures d'achat d'urgence, au besoin urgent de services de formation au déminage et à la dépollution des zones contaminées par des engins explosifs improvisés abandonnés, ce qui a permis d'intensifier rapidement le déminage dans les écoles et les communautés et a facilité la plantation de cultures, le pâturage et les initiatives de logement. En novembre 2021, le programme a aidé le HCR à inspecter des sites d'hébergement prévus pour les déplacés. Au total, 239 063 mètres carrés de terrain, ayant fait l'objet d'un examen qui a permis d'établir leur sûreté, ont été mis à la disposition du HCR.

b) Au Burkina Faso, le programme, mis en œuvre en partenariat avec la société civile, a appuyé la mise en place d'une autorité nationale de lutte contre les mines chargée de diriger et de gérer les interventions dans ce domaine. En collaboration avec le Ministère de la sécurité, le programme a mis au point un module de formation de 40 heures sur la « lutte contre les engins explosifs improvisés », que huit établissements de formation des forces de sécurité ont intégré dans leur programme, et a organisé deux sessions de formation sur la sensibilisation aux engins explosifs improvisés à l'intention des formateurs ; d'une durée de deux semaines, elles ont été suivies par 57 instructeurs burkinabés, dont 6 femmes.

c) Au Mali, le programme a aidé les autorités nationales en dispensant une formation à l'atténuation des menaces posées par les engins explosifs improvisés et à leur élimination ; adaptée au contexte, cette formation était destinée aux forces de défense et de sécurité maliennes. Le programme a par ailleurs continué à se concentrer sur le renforcement des capacités de formation nationales. L'armée étant traditionnellement dominée par les hommes, la formation de la première femme membre des forces armées qualifiée en tant que spécialiste en neutralisation d'engins explosifs improvisés constitue une étape très importante. L'équipe continue de travailler avec les forces armées et encourage une plus grande participation des femmes.

d) En Palestine, à la suite d'une flambée de violence en mai 2021, les premières enquêtes ont permis de détecter la présence de bombes non explosées profondément enfouies dans le sol. Des opérations d'excavation et de neutralisation

étaient nécessaires dans les 15 sites concernés afin de faciliter l'intervention d'urgence des partenaires humanitaires. Plusieurs sites étaient situés dans des écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres installations gérées par les Nations Unies. Le programme a pu déployer une équipe féminine de neutralisation des explosifs et munitions, composée d'une spécialiste en neutralisation et d'une auxiliaire médicale, chargée de déminer et de dépolluer 30 sites, dont certains abris d'urgence de l'UNRWA, des complexes des Nations Unies, des écoles et des centres médicaux. Grâce à cette intervention rapide, toutes les écoles de l'UNRWA sauf deux ont pu rouvrir leurs portes dans les sept jours suivant le cessez-le-feu, et la famille des Nations Unies a pu réinstaller le personnel international et réinvestir ses bureaux pour continuer à fournir une aide humanitaire d'urgence et vitale.

e) Au Soudan, le programme a réalisé des activités d'enquête et de déminage et de dépollution, a établi des couloirs humanitaires essentiels et a garanti la sûreté des camps et des établissements afin d'y accueillir en toute sécurité les réfugiés et les déplacés et de leur fournir une aide vitale. Le programme a dépollué 2,1 millions de mètres carrés de terres et a ouvert 136 km de routes. La plupart de ces terres ont été utilisées de manière productive, notamment pour l'agriculture, le pâturage et l'accès aux points d'eau ; les conditions favorables au développement durable ont été restaurées.

B. Compétences techniques spécialisées efficaces

34. L'UNOPS est résolu à aider les personnes à atteindre des objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à des compétences techniques efficaces qui s'appuient sur les normes et les règles internationales. Il met à disposition des compétences spécialisées déclinées selon plusieurs grandes lignes de services et applicables à des situations variées.

35. L'UNOPS suit une démarche de mise en œuvre durable dans le cadre de ses projets en faisant preuve d'une diligence raisonnable et en respectant les principes internationaux relatifs aux droits humains, en mobilisant les populations locales et en privilégiant la protection des groupes les plus vulnérables, en facilitant l'accès à l'alimentation, à l'eau, aux services d'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services de sécurité et en tenant compte de l'égalité des genres dans toutes ses activités. En 2021, 64 % des projets d'infrastructure menés à bien par l'UNOPS ont contribué à promouvoir l'égalité d'accès à ces infrastructures, 60 % l'égalité d'accès des femmes et 37 % l'égalité d'accès des personnes handicapées.

36. Au Cambodge, sous la direction du Bureau de la Coordonnatrice résidente et la coordination de l'OMS, l'UNOPS a participé aux évaluations de l'état de préparation des hôpitaux dans 15 provinces du pays, soit un total de 45 hôpitaux, dans le cadre du Plan stratégique de préparation et de riposte des Nations Unies pour lutter contre la COVID-19 afin d'aider les établissements de soins de santé à améliorer la prestation de services et à faire face aux maladies infectieuses.

37. En Jordanie, grâce à un financement du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, l'UNOPS, de concert avec ONU-Habitat et l'Organisation internationale du Travail, a amélioré les conditions socio-économiques et a créé des perspectives en matière de moyens de subsistance pour les femmes vulnérables vivant à Ghor Al-Safi en remettant en état un centre communautaire et un espace public sûr et vert.

38. Au Niger, l'UNOPS a appuyé le compte du Millennium Challenge, un programme de 437 millions de dollars financé par la Millennium Challenge Corporation créé par le Gouvernement des États-Unis. Ce compte, une entité spéciale mise en place par le Gouvernement nigérien pour gérer les fonds, est soutenu par l'UNOPS, qui fournit une assistance technique et administrative au programme. Conçu pour atteindre 4 millions de personnes dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéri, le programme quinquennal comprend deux projets axés sur la réduction de la pauvreté et sur la promotion de la croissance économique. Le projet « Irrigation et accès aux marchés » a pour but de remettre en état et de construire des systèmes d'irrigation, nouveaux et existants, afin d'augmenter la capacité d'irrigation et de couvrir 5 000 hectares de terres. En vue de faciliter l'accès aux marchés, il est prévu de remettre en état plus de 300 km de routes et de mettre en place des réformes sectorielles visant à améliorer la gestion des terres et des ressources naturelles, l'entretien des routes et la disponibilité d'engrais de qualité à un prix abordable.

39. L'UNOPS aide à améliorer l'accès à l'eau et aux installations sanitaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée afin de favoriser la préparation et la prévention en matière de COVID-19. Dans le cadre d'un projet de 10 millions d'euros financé par l'Union européenne, l'UNOPS, en partenariat avec l'UNICEF, évaluera dans un premier temps les installations d'eau et d'assainissement existantes dans le pays afin de détecter les lacunes dans les services et, dans un deuxième temps, remettra en état et construira des installations afin d'améliorer les services.

40. Le projet d'urgence pour le capital humain au Yémen – financé par une subvention de 150 millions de dollars de la Banque mondiale et mis en œuvre par l'UNOPS, l'UNICEF et l'OMS – vise à améliorer l'accès aux services de base en matière de santé, de nutrition, d'eau et d'assainissement tout en renforçant les capacités nationales et locales. En 2021, l'UNOPS a commencé l'exécution d'un projet biennal portant sur l'eau, l'assainissement et la santé d'une valeur de 30 millions de dollars. Le but est de remettre en état les infrastructures d'assainissement, d'hygiène et d'approvisionnement en eau afin de permettre à quelque 850 000 personnes d'avoir accès à une eau potable plus sûre et à des services améliorés de collecte et de traitement des eaux usées. Une formation sera dispensée aux travailleurs locaux afin de garantir que les infrastructures remises en état seront bien entretenues et que les communautés locales pourront continuer à les utiliser dans les années à venir.

41. En 2021, un nouveau pont binational reliant le Costa Rica et le Panama a été ouvert au public. Mis en œuvre par l'UNOPS avec un financement de 10 millions de dollars de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement et une contribution des Gouvernements du Costa Rica et du Panama à hauteur de 7,5 millions de dollars chacun, le pont remplace le pont ferroviaire centenaire qui était le seul point de passage entre les communautés de Sixaola, au Costa Rica, et de Guabito, au Panama. Si le pont est un facteur important de développement pour le Costa Rica et le Panama, il l'est également à l'échelle de la région. Sa construction a créé des emplois des deux côtés de la frontière. Les recettes de la vente des matériaux de l'ancien pont ferroviaire ont permis de rénover le marché municipal de Sixaola.

42. Le conflit violent faisant rage dans la province septentrionale de Cabo Delgado, au Mozambique, a forcé le déplacement de centaines de milliers de personnes et a provoqué une crise humanitaire. Dans cette région instable, près d'un million de personnes sont en situation de grave famine et font face à des épidémies récurrentes, notamment la COVID-19. En 2021, afin d'améliorer l'accès aux services de base indispensables et de promouvoir la paix et le développement économique à plus long terme, le Gouvernement du Mozambique a lancé un projet de relèvement de la crise dans la région par l'intermédiaire de son Fonds national de développement durable.

Grâce à une subvention de 98 millions de dollars de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, l'UNOPS contribuera au projet en fournissant des conseils et en appuyant sa mise en œuvre – notamment en participant à la construction ou à la remise en état des principales infrastructures de santé, d'éducation et d'autres infrastructures publiques – en collaboration avec le Fonds national de développement durable, l'organisme à l'origine du plan pour le développement intégré du Nord, les partenaires des Nations Unies, les autorités locales, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes locales. Plusieurs initiatives ciblant les personnes déplacées dans leur propre pays ainsi que les communautés d'accueil de la région contribueront à favoriser la cohésion sociale, y compris le soutien aux organisations communautaires et aux comités de consolidation de la paix ; les personnes et les ménages vulnérables bénéficieront de services sociaux. Le projet fournira une aide au revenu essentielle et des possibilités économiques, notamment des programmes travail contre rémunération pour les femmes et les jeunes, un appui aux activités halieutiques et agricoles, ainsi qu'une formation à l'entrepreneuriat et à la gestion d'entreprise.

43. En partenariat avec l'Union européenne et le Ministère jordanien de la santé, l'UNOPS a remis en état trois établissements de santé publique afin de mieux servir les communautés touchées par la crise en Syrie. Avec plus de 663 000 réfugiés syriens enregistrés en Jordanie, la demande des services sociaux déjà surchargés a augmenté, affectant négativement les moyens de subsistance et l'accès à des services publics de qualité dans les communautés d'accueil. Pour permettre au secteur de la santé de répondre à l'augmentation de la demande, l'UNOPS a conçu et a construit des installations d'urgence dans les trois établissements de santé et a remis en état deux services d'urgence. L'UNOPS a fourni, outre du matériel médical nécessaire, trois ambulances entièrement équipées. Dans un souci de durabilité et de sécurité, les installations ont été équipées de panneaux solaires, de systèmes de traitement des eaux usées, ainsi que d'éclairage extérieur et de chauffe-eau solaires.

44. L'UNOPS met en œuvre, en partenariat avec l'UNICEF, un projet de 10 millions d'euros financé par l'Union européenne afin d'élargir l'accès à l'eau et aux installations sanitaires et de renforcer la préparation et la prévention en matière de COVID-19 en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Une évaluation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement à l'échelle du pays permettra de déceler les lacunes des services. L'UNOPS tiendra compte des besoins identifiés pour remettre en état les installations ou en construire de nouvelles.

45. Au Pakistan, le projet d'alimentation d'écoles en énergie solaire, fruit d'un partenariat avec le département de l'enseignement primaire et secondaire du Khyber Pakhtunkhwa et financé par le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni et le Fonds saoudien pour le développement, s'est achevé en 2021. Des systèmes de production d'énergie solaire ont été installés dans 1 240 écoles afin d'améliorer les conditions d'apprentissage grâce à un approvisionnement électrique gratuit et fiable pour l'éclairage des classes et les ventilateurs en cas de chaleur extrême. Quelque 130 000 écoliers et 4 000 enseignants de la province du Khyber Pakhtunkhwa ont bénéficié de cette infrastructure solaire.

46. En Albanie, l'UNOPS met en œuvre, en partenariat avec le Ministère de la culture, le projet « EU4Culture » financé par l'Union européenne. Des activités de restauration, bénéficiant d'un budget de 40 millions d'euros, couvriront le territoire touché par le séisme survenu en novembre 2019. Le projet augmentera le potentiel touristique et contribuera directement au relèvement socio-économique de l'Albanie. L'entrepreneuriat, l'artisanat et les activités créatives concentrés autour des sites sélectionnés bénéficieront de subventions, ce qui promouvra la production locale et le bien-être social. Le projet permettra de dynamiser 27 sites du patrimoine culturel

dans huit municipalités. À ce jour, un site a été restauré et cinq autres sont en cours de restauration.

C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources

47. L'UNOPS est résolu à aider les pays à élargir la gamme et à améliorer l'impact des ressources disponibles en vue de réaliser le Programme 2030. Conformément aux décisions 2016/12, 2017/16 et 2017/26 du Conseil d'administration, il a continué à développer son initiative d'investissement à impact social et à étudier des possibilités de partenariat collaboratif visant à mobiliser de nouvelles sources de capitaux, notamment en matière de construction de logements sociaux, d'énergie renouvelable et d'eau et d'assainissement. En 2021, l'UNOPS a aidé plusieurs gouvernements à réaliser des gains d'efficacité grâce auxquels ils ont pu accroître l'impact des moyens qu'ils consacrent à la passation des marchés publics et il s'est investi dans des partenariats collaboratifs au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que dans des partenariats public-privé.

48. La mise en place de procédures de passation de marchés publics permettant de réaliser des économies, même modestes, peut faciliter considérablement la réalisation des objectifs de développement durable. Il est possible de faire des économies en utilisant plus rationnellement les ressources allouées à la réalisation des objectifs de développement. Les fonds non décaissés de budgets précédents pourront être mis à la disposition des autorités nationales pour qu'elles les réaffectent en fonction des besoins qu'elles auront définis.

49. En 2021, l'Initiative d'investissements responsables dans les domaines des infrastructures et de l'innovation (S3i) a signé un accord d'investissement pour la construction d'une centrale solaire au Rajasthan, en Inde, en collaboration avec le Fonds d'investissement danois pour les pays en développement. Une fois en service, la centrale solaire de 250 mégawatts fournira de l'électricité propre à environ 500 000 foyers. Étant donné que plus de 60 % de la production énergétique provient de combustibles fossiles et que la demande d'électricité ne cesse de croître du fait de la croissance démographique et de l'urbanisation rapide, le Gouvernement de l'Inde a fait des énergies renouvelables une priorité absolue. La prise en compte des questions de genre a constitué un des axes prioritaires de l'aide aux bénéficiaires locaux ; des emplois ont notamment été créés sur place pour les femmes de la région et des initiatives de sensibilisation communautaire ont abordé l'aptitude à se servir des outils numériques, l'eau et l'assainissement, ainsi que l'appui à la santé maternelle.

50. L'UNOPS et le Gouvernement du Mexique ont signé un accord en 2020 visant à optimiser l'efficacité, la transparence et l'efficacité des achats de médicaments. Le projet contribue à fournir une couverture médicale à quelque 65 millions de personnes dépourvues de sécurité sociale par l'intermédiaire des achats réalisés pour le compte des établissements de santé de 26 États fédéraux du Mexique. En 2021, l'UNOPS a acheté des centaines de millions de doses de médicaments et d'articles médicaux auprès de fournisseurs dans sept pays, diversifiant ainsi la base de fournisseurs et améliorant le rapport qualité-prix pour les établissements de santé qui reçoivent les fournitures.

51. En 2021, l'UNOPS a signé un accord de 59 millions de dollars avec le Gouvernement du Honduras portant sur l'achat de médicaments et de fournitures médicales indispensables pour le compte de l'Institut hondurien de sécurité sociale. L'UNOPS a acheté des médicaments et des fournitures pour le réseau de centres de santé et a appuyé la gestion des contrats et la logistique pendant la distribution. L'UNOPS aidera à optimiser la chaîne d'approvisionnement de l'Institut et fournira

des informations sur le marché ainsi qu'une analyse du prix des médicaments afin de garantir un rapport qualité-prix optimal. Le projet contribuera à mettre en place des processus transparents, efficaces et durables intégrant des considérations liées au genre, à la diversité et à l'inclusion. Depuis 2014, l'UNOPS et l'Institut ont signé huit accords – d'une valeur totale de 270 millions de dollars – afin de renforcer la chaîne d'approvisionnement de l'Institut et de fournir des médicaments, du matériel médical, des services d'hémodialyse et des ambulances.

52. Le « Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national » rassemble 117 pays développés et en développement ainsi que 84 membres institutionnels dans le but de créer et de mettre en œuvre des contributions nationales déterminées au niveau national ambitieuses favorisant la réalisation de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable. Dans le cadre du Partenariat, les gouvernements définissent leurs priorités de mise en œuvre et le type d'appui dont ils ont besoin pour les transposer en politiques et en programmes réalisables. Les autres pays membres donnent suite à leur demande en proposant un ensemble adapté d'expertise, d'assistance technique et de financement. En 2021, l'UNOPS a noué un nouveau partenariat avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Institut des ressources mondiales, en vertu duquel l'UNOPS et l'Institut des ressources mondiales s'engagent à mettre en œuvre conjointement un nouveau mécanisme de financement commun, le Fonds de partenariat pour l'action climatique. Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique et de la Norvège, parmi les premiers à fournir des fonds par l'intermédiaire de l'UNOPS, ont signé des accords de projets d'une valeur de 22 millions de dollars. Les Pays-Bas et le Royaume-Uni appuieront l'initiative en contribuant au Fonds de partenariat pour l'action climatique au cours du premier trimestre de 2022.

53. Fin 2021, le Gouvernement de Sainte-Lucie a organisé un événement pour marquer le lancement de sa stratégie nationale de financement des infrastructures qui, élaborée avec l'UNOPS et l'Université d'Oxford, vise à mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux besoins croissants de l'île en matière d'infrastructures et pour promouvoir son développement. S'appuyant sur une collecte de données abondantes et une collaboration interministérielle, le rapport présente, outre des accords institutionnels et les tendances historiques en matière de financement, l'examen du secteur financier de Sainte-Lucie. Il rend également compte du degré de maturité de 36 projets nationaux d'infrastructures dans plusieurs secteurs tels que l'énergie, l'eau, le logement, le traitement des eaux usées et la gestion des déchets solides, ce qui a permis de déterminer les sources de financement potentielles et d'élaborer un plan stratégique de financement des infrastructures. L'outil de financement des infrastructures durables créé par l'UNOPS est au cœur de cette stratégie. Il permet d'évaluer les projets d'infrastructures d'un pays afin de repérer et de hiérarchiser les sources de financement potentielles. Cet outil et les aptitudes acquises pendant ces travaux, ainsi que le renforcement des capacités qu'il favorise, permettent au gouvernement de poser les bases solides d'une gestion intégrée des financements dans le domaine des infrastructures.

54. Les infrastructures sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable et aider les pays à respecter leurs engagements au titre de l'Accord de Paris. En 2021, les spécialistes en infrastructures de l'UNOPS, ainsi que des partenaires du milieu universitaire et d'autres organismes des Nations Unies, ont apporté leur expertise à la rédaction de la publication du PNUE intitulée *International Good Practice Principles for Sustainable Infrastructure* (Principes internationaux de bonnes pratiques pour des infrastructures durables), qui définit dix principes directeurs visant à aider les décideurs à intégrer la durabilité dans la planification, la construction et la gestion des infrastructures.

55. En 2021, l'UNOPS a publié, de concert avec le PNUE et l'Université d'Oxford, un rapport intitulé *Les infrastructures et la lutte contre les changements climatiques* en amont de la 26^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Les auteurs du rapport, qui est fondé sur des recherches approfondies, appellent à changer de manière radicale la façon dont les gouvernements planifient, conçoivent et gèrent les infrastructures afin de favoriser un avenir à faible émission et résilient. Soulignant le rôle souvent négligé que jouent les infrastructures dans la lutte contre les changements climatiques – notamment dans les efforts d'atténuation et d'adaptation – les auteurs examinent leur influence sur l'action climatique dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau, des déchets solides, des communications numériques et de la construction. Un constat frappant ressort du rapport : les infrastructures sont responsables de 79 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre et de 88 % de tous les coûts d'adaptation. Ces données mettent en lumière le rôle essentiel que jouent les infrastructures à l'appui des priorités nationales de développement et des objectifs de l'Accord de Paris.

V. Résultats de gestion

A. Projets exécutés et partenariats

56. En 2021, l'UNOPS a exécuté des projets pour une valeur de plus de 3,4 milliards de dollars, en nette augmentation par rapport à 2020 (2,2 milliards de dollars), ce qui tient essentiellement à la forte demande de services émanant des pays et au projet important réalisé pour le compte du Gouvernement du Mexique.

57. L'appui direct fourni aux gouvernements, qui est passé de 757 millions de dollars en 2020 à près de 2 milliards de dollars en 2021, a constitué la principale prestation de l'UNOPS. Du point de vue du volume, le partenaire le plus important de l'UNOPS en 2021 parmi les gouvernements hôtes a été le Mexique, suivi par le Guatemala, l'Argentine, l'Éthiopie et le Honduras. Le premier pays donateur du point de vue de la contribution directe aux projets de l'UNOPS a été les États-Unis, suivis par le Qatar, le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

58. En 2021, l'UNOPS a exécuté des projets pour une valeur de 582 millions de dollars pour le compte du système des Nations Unies, soit une augmentation de 16 millions de dollars par rapport aux 567 millions de dollars de 2020. Le principal partenaire de l'UNOPS dans le système des Nations Unies a encore une fois été le Secrétariat, notamment le Département des opérations de paix. Les projets exécutés pour le compte du HCR ont augmenté pour la neuvième année consécutive. L'OMS et le PNUE sont d'autres partenaires importants de l'UNOPS.

59. Les partenariats de l'UNOPS avec des institutions financières internationales ont augmenté de 18 %, les fonds mobilisés passant de 269 millions de dollars en 2020 à 319 millions de dollars en 2021. L'augmentation la plus importante concerne la contribution de la Banque islamique de développement qui a été portée de 7 millions de dollars à 29 millions de dollars.

60. L'appui de l'UNOPS aux organisations intergouvernementales a légèrement diminué, passant de 139 millions de dollars en 2020 à 135 millions de dollars en 2021 ; ces fonds proviennent en grande partie de la Commission européenne.

61. L'UNOPS a maintenu des partenariats solides à l'appui de fonds verticaux, en particulier avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a bénéficié de projets d'une valeur de 149 millions de dollars en 2021, contre 168 millions de dollars en 2020. Il a aussi rempli les fonctions d'agent local du Fonds mondial dans treize pays.

62. L'UNOPS a appuyé la gestion de plusieurs programmes financés par des donateurs multiples, dont les plus importants en volume se trouvent au Myanmar (Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, et Fonds pour l'accès à la santé) ou opèrent à l'échelle mondiale (Fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré renforcé).

63. En 2021, les principaux pays ou territoires bénéficiaires des prestations de l'UNOPS ont été, dans l'ordre, le Mexique, le Myanmar, le Guatemala, l'État de Palestine et l'Argentine. En 2020, il s'agissait du Myanmar, de l'Argentine, du Yémen, de la Somalie et de l'État de Palestine.

64. Les nouveaux accords entre l'UNOPS et ses partenaires ont atteint plus de 3 milliards de dollars, contre 10 milliards de dollars l'année précédente. Cette forte baisse tient principalement à la signature, en 2020, d'un projet d'appui aux achats de produits pharmaceutiques au Mexique.

65. En 2021, la Directrice exécutive a continué à présider le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion, au sein duquel elle a aidé à orienter les mesures visant à gagner en efficacité et à simplifier les pratiques administratives, à titre de contribution au programme global de réforme.

66. Afin de continuer à améliorer ses services et l'appui à ses partenaires, à accomplir sa mission et à réaliser sa vision, en 2021, l'UNOPS a mené une enquête mondiale en ligne auprès de ses partenaires. Les participants, dont le nombre a augmenté de 92 % par rapport à l'enquête de 2019, ont fourni des informations précieuses qui ont permis à l'UNOPS de déterminer les domaines à améliorer. Les résultats de l'enquête étayent, outre l'amélioration prioritaire des services de l'UNOPS et de sa coopération avec les partenaires, l'élaboration de plans d'action au niveau institutionnel, régional et national visant à renforcer les partenariats. Un total de 1 288 personnes ont répondu à l'enquête en ligne, mise au point par l'UNOPS avec l'aide de Deloitte Touche Tohmatsu Limited.

67. En 2021, l'UNOPS s'est associé au New York Times pour organiser une table ronde de haut niveau au New York Times Climate Hub, en marge de la 26^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow. La séance, qui avait pour thème « Crise climatique : quel rôle pour les infrastructures ? », a réuni des dirigeants et des experts du monde entier pour discuter des moyens d'intégrer l'équité et la résilience dans les infrastructures de demain. Des décideurs, des spécialistes des infrastructures et du climat, ainsi que des acteurs de processus décisionnels ont participé à cet événement.

B. Excellence des processus

68. À l'issue d'une collecte de données menée à l'échelle de l'UNOPS sur les aspects de la durabilité qui le concernent, l'UNOPS a établi son sixième rapport sur cette question en suivant les normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Il y a affiné un certain nombre d'indicateurs servant à évaluer ses méthodes de mise en œuvre durable des projets et rendu compte de ses activités dans le monde.

69. En 2021, l'initiative « Objectif zéro » de l'UNOPS axée sur l'élimination des incidents, des blessures et des maladies sur le lieu de travail s'est poursuivie et s'est notamment centrée sur le renforcement de la sensibilisation aux questions de santé et de sécurité et sur l'amélioration du signalement des incidents survenus et évités de justesse. En dépit du contexte difficile ayant marqué l'année 2021, le portefeuille de projets a fait l'objet de près de 8 000 inspections de santé et de sécurité.

70. En octobre 2021, le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, composé de 19 pays donateurs, a publié les résultats de l'évaluation dont l'UNOPS a fait l'objet. Le Réseau met en avant certains des avantages comparatifs et collaboratifs de l'UNOPS, notamment son modèle opérationnel, ses connaissances techniques des différentes lignes de service, sa gestion des risques, sa structure de frais de gestion compétitive et son modèle de recouvrement des coûts.

71. L'UNOPS a mis au point un système de gestion sociale et environnementale conforme à la norme ISO 14001, qui garantit la prise en considération des questions sociales et environnementales dans ses projets et activités. L'UNOPS est ainsi en mesure de se conformer aux dispositions du document CEB/2013/3 sur l'élaboration et la mise en place de stratégies de gestion de la durabilité environnementale dans le système des Nations Unies.

72. L'UNOPS a élaboré un système de gestion de la santé et de la sécurité au travail, conforme à la norme ISO 45001, qui vise à prévenir les blessures et les maladies professionnelles dans toutes les activités de l'UNOPS. Ce système permet à l'UNOPS de se conformer aux dispositions du document CEB/2015/HLCM/7/Rev.2 sur l'adoption de systèmes de sécurité et de santé au travail dans toutes les entités du système des Nations Unies, ainsi qu'à celles de la circulaire du Secrétaire général intitulée « Mise en place d'un système de gestion de la sécurité et de la santé au travail » (ST/SGB/2018/5).

73. Dans sa décision 2021/20, le Conseil d'administration a approuvé le plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2022-2025 et a reconnu le rôle que l'UNOPS peut jouer pour accroître la capacité de mise en œuvre des pays, en fonction de leurs priorités et besoins nationaux respectifs, afin notamment d'atteindre les objectifs de développement durable. Le Conseil d'administration a souligné les trois objectifs concernant la contribution de l'UNOPS définis dans le plan, à savoir aider les pays à renforcer leurs capacités et leur base de ressources afin d'atteindre les objectifs de développement durable ; aider les personnes dans le besoin grâce à un savoir-faire spécialisé et efficace respectueux des normes arrêtées au plan international ; renforcer les capacités des partenaires de l'UNOPS grâce à des services d'appui aux projets fournis au niveau local ou sous forme de services partagés à l'échelle mondiale.

74. Élaborée au cours de l'année 2021, la stratégie de l'UNOPS sur l'égalité entre les genres, la diversité et l'inclusion pour 2022-2025 s'aligne sur le nouveau plan stratégique et s'appuie sur les succès de la stratégie sur la parité entre les sexes (2018-2021). Elle constitue un nouvel engagement à contribuer à la construction d'un monde plus inclusif qui ne laisse personne de côté et se concentre sur le recrutement et la sensibilisation ; la mobilité et le maintien des effectifs ; le perfectionnement professionnel ; le leadership inclusif ; les normes de conduite. Les nouvelles priorités comprendront la prévention et la lutte contre la discrimination et le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir, afin de préserver un environnement de travail inclusif.

75. Dans le cadre des nouveaux engagements du plan stratégique visant à explorer le potentiel inexploité de la numérisation, le projet de transformation numérique « First Steps » a été lancé fin 2021, avec l'appui des recherches en matière de technologies de l'information et de Gartner Consulting. L'UNOPS entend ainsi exploiter les capacités et les plateformes numériques afin d'améliorer constamment les résultats des partenaires, des employés et des bénéficiaires et d'accroître son adaptabilité en tant qu'organisation. La collaboration avec les dirigeants à différents niveaux permettra de comprendre le modèle de fonctionnement, la proposition de valeur et les capacités essentielles de l'UNOPS, piliers de son succès aujourd'hui et demain. Les premières étapes, en cours, comprennent une évaluation de la maturité numérique ; l'élaboration d'une stratégie ; la création d'une feuille de route et la

conduite d'une étude de faisabilité pour guider les travaux tout au long du plan stratégique.

76. À la fin de 2021, le taux de mise en œuvre des recommandations de l'audit interne s'élevait à 97 %, soit une amélioration par rapport au taux de mise en œuvre déjà important de 96 % enregistré au 31 décembre 2020. Quatre recommandations d'audit interne étaient en attente d'exécution depuis longtemps, ayant été émises plus de 18 mois avant le 31 décembre 2021 (soit avant le 30 juin 2020 ou à cette date). En comparaison, fin 2020, on comptait 12 recommandations restées en suspens pendant plus de 18 mois, dont 8 ont ensuite été appliquées. Les conclusions des audits et investigations menés par l'UNOPS en 2021 sont présentées de manière détaillée dans le rapport publié sous la cote DP/OPS/2022/3.

77. L'UNOPS a recensé 41 cas de fraude et d'irrégularités financières. Trente-sept membres du personnel ont été sanctionnés pour ces faits. Vingt-huit prestataires et 32 particuliers qui possédaient ou géraient les entreprises prestataires ont été sanctionnés.

78. Le Corps commun d'inspection a salué les progrès accomplis par l'UNOPS dans la gestion et l'application de ses recommandations (JIU/REP/2017/5). Des informations plus détaillées sont fournies à l'annexe IV.

79. En sa qualité de source interne de conseils impartiaux au service du personnel de l'UNOPS, le Bureau de la déontologie et de la conformité de l'UNOPS a traité 1 082 dossiers entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021. Ses activités font l'objet d'un rapport distinct publié sous la cote DP/OPS/2022/4.

C. Excellence des ressources humaines

80. Fin 2021, le personnel de l'UNOPS comptait 5 362 personnes, contre 5 038 en 2020. Aux membres du personnel de l'UNOPS venaient s'ajouter des personnes dont les contrats étaient administrés par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires. Fin 2021, le nombre total de personnes sous contrat avec l'UNOPS était de 12 815, une hausse par rapport aux 12 536 personnes recensées en 2020. Le tableau 2 ci-après montre la répartition du personnel par catégorie contractuelle.

Tableau 2
Effectif par type de contrat au 31 décembre 2021

Type de contrat	Fonctionnaires	Vacataires	Total
Personnel de l'UNOPS	720*	4 642	5 362
Personnel des partenaires		7 453	7 453
Effectif total	720	12 095	12 815

* Comprend le personnel des partenaires et le personnel des organisations auxquelles l'UNOPS fournit des services de secrétariat, qui sont assujettis aux mêmes politiques et procédures que les fonctionnaires du Bureau.

81. En août 2021, l'UNOPS a atteint la parité des sexes pour la première fois de son histoire. Fin 2021, les femmes représentaient 51 % du personnel de l'UNOPS, alors qu'elles n'étaient que 37 % au début de la mise en œuvre du plan stratégique. Quarante-quatre pour cent des postes de direction (CFPI-11 et plus) sont désormais occupés par des femmes, contre 42 % en 2020. Le tableau 3 ci-après montre la répartition du personnel par sexe.

82. En 2021, l'UNOPS a recruté 1 303 personnes (793 femmes et 510 hommes) : 61 % des nouvelles recrues étaient donc des femmes, contre 59 % en 2020 et 57 % en 2019. Au 31 décembre 2021, le principal organe de gestion interne de l'UNOPS comptait sept membres : deux femmes et cinq hommes. Parmi eux, cinq étaient âgés de plus de 50 ans et deux avaient entre 30 et 50 ans.

Tableau 3
Répartition du personnel de l'UNOPS par sexe au 31 décembre 2021

Genre	Fonctionnaires	Vacataires recrutés sur le plan local	Vacataires recrutés sur le plan international	Total
Femmes	286	1 759	655	2 700
Hommes	405	1 638	590	2 633
Effectif total de l'UNOPS	691	3 397	1 245	5 333

Tableau 4
Objectif de la stratégie sur la parité entre les sexes consistant à améliorer la représentation des femmes aux échelons supérieurs parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international

Personnel de l'UNOPS par classe de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ou contrats de vacataire international (IICA)	Pourcentage de femmes par classe au 31 décembre 2021	Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international	Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international	Objectif	Échéance
CFPI 8 (P-1 + IICA-1)	66 %	117	178	47 %-53 %	Fin 2021*
CFPI 9 (P-2 + IICA-1)	57 %	161	282	47 %-53 %	Fin 2021*
CFPI 10 (P-3 + IICA-2)	47 %	325	686	47 %-53 %	Fin 2021*
CFPI 11 (P-4 + IICA-3)	44 %	163	373	47 %-53 %	Fin 2026
CFPI 12 (P-5 + IICA-3/IICA-4)	42 %	54	128	47 %-53 %	Fin 2026
CFPI 13 (P-6 + D-1 + IICA-4)	54 %	20	37	47 %-53 %	Fin 2026
CFPI 14 (D-2 + IICA-4/IICA-5)	35 %	7	20	47 %-53 %	Fin 2026

* L'UNOPS n'ayant pas atteint l'objectif fixé dans sa stratégie sur la parité entre les sexes 2018-2021, les échéances concernant les classes P-1, P-2 et P-3 ont été prolongées jusqu'à 2026.

Tableau 5
Objectif de la stratégie sur la parité entre les sexes visant une égale représentation des sexes dans le personnel de l'UNOPS, toutes classes confondues

Pourcentage actuel de femmes dans l'effectif total	Nombre actuel de femmes dans l'effectif total	Effectif total de l'UNOPS	Pourcentage cible de femmes dans l'effectif total	Échéance
51 %	2 700	5 333	47 %-53 %	Fin 2020

Tableau 6
Objectif de la stratégie sur la parité entre les sexes consistant à atteindre les cibles en matière de parité définies par la stratégie applicable à l'ensemble du système des Nations Unies

<i>Classe</i>	<i>Pourcentage de femmes (au 31 décembre 2021)</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Objectif</i>	<i>Échéance</i>
P-1	80 %	4	5	47 %-53 %	Fin 2021*
P-2	42 %	20	48	47 %-53 %	Fin 2021*
P-3	39 %	63	160	47 %-53 %	Fin 2021*
P-4	45 %	53	118	47 %-53 %	Fin 2026
P-5	36 %	27	74	47 %-53 %	Fin 2026
P-6, D-1	51 %	18	35	47 %-53 %	Fin 2026
D-2	37 %	7	19	47 %-53 %	Fin 2026

* L'UNOPS n'ayant pas atteint l'objectif fixé dans sa stratégie sur la parité entre les sexes 2018-2021, les échéances concernant les classes P-1, P-2 et P-3 ont été prolongées jusqu'à 2026.

83. Tout le personnel de l'UNOPS à temps plein a droit à un congé parental. Au cours de l'année 2021, 106 femmes et 196 hommes ont exercé leur droit à un tel congé. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des femmes et 100 % des hommes ayant terminé leur congé en 2021 ont repris leur travail.

84. Afin de faire le point sur les expériences de l'UNOPS en matière de travail à distance pendant la pandémie de COVID-19 et d'en tirer des enseignements, en 2021, une équipe spéciale a été créée avec pour mission de réfléchir à « L'avenir du travail » et de définir de nouvelles solutions et de futures méthodes de travail à même de faciliter la « nouvelle normalité » des équipes hybrides afin qu'elles continuent d'être inclusives, collaboratives et efficaces.

85. Le taux de rotation du personnel de l'UNOPS a été de 22 % en 2021, en hausse par rapport aux 16 % de 2020, aux 17 % de 2019 et aux 21 % de 2018. Le tableau 7 ci-après présente les données sur le taux de rotation ventilées par tranche d'âge et par sexe.

Tableau 7
Taux de rotation du personnel de l'UNOPS, par tranche d'âge et par sexe, en 2021

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
30 ans et moins	12 %	15 %	13 %
Entre 30 et 50 ans	18 %	24 %	21 %
50 ans et plus	25 %	38 %	33 %
Effectif total de l'UNOPS	18 %	26 %	22 %

86. En 2021, 5 565 membres du personnel (contre 5 200 l'année précédente) ont bénéficié de possibilités d'apprentissage. Quatre-vingt-dix pour cent des participants aux programmes d'apprentissage ont jugé que les programmes offerts étaient « très pertinents » ou « pertinents ». Environ 91 % des participants venaient de bureaux extérieurs et 9 % du siège ; 51 % étaient des femmes et 49 % des hommes.

87. Un nouveau partenariat signé en 2021 entre l'UNOPS et RedR Australia vise à exploiter les compétences des deux organisations pour renforcer les interventions en cas de crise et appuyer les initiatives de développement durable contribuant à la réalisation du Programme 2030. Dans le cadre de cet accord quinquennal, l'UNOPS collaborera avec RedR Australia pour mobiliser des ressources humaines dans un large éventail de domaines complétant les compétences techniques de l'UNOPS. L'accord renforcera encore la capacité de l'UNOPS à venir en aide aux communautés vulnérables.

D. Gestion financière

88. En 2021, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets pour une valeur de plus de 3,4 milliards de dollars, contre 2,2 milliards en 2020. Le montant net des produits provenant de l'exécution de projets s'est élevé à 139,7 millions de dollars, contre 109 millions de dollars en 2020. Le pourcentage moyen perçu par l'UNOPS a été de 4,1 % en 2021, contre 4,9 % en 2020, poursuivant la tendance générale à la baisse de ces dernières années. Les dépenses de gestion ont atteint 74,7 millions de dollars, contre 83 millions l'année précédente.

89. L'excédent provenant du fonctionnement s'est élevé à 63,5 millions de dollars (contre 28,5 millions de dollars en 2020). Le montant net des produits financiers a été porté à 26,8 millions de dollars (contre 11 millions de dollars en 2020). L'excédent net pour la période s'est élevé à 90,4 millions de dollars (contre 39,5 millions de dollars en 2020). Il en résulte un total de l'actif net/de la situation nette de 360,4 millions de dollars à la fin de 2021.

90. En 2021, le Conseil d'administration a approuvé la modification du montant minimum de la réserve opérationnelle de l'UNOPS, qui sera indiquée dans les états financiers annuels (décision 2021/21). Le montant minimum de la réserve opérationnelle de l'UNOPS a été adapté afin de fournir une meilleure protection à l'UNOPS en tant qu'entité autofinancée des Nations Unies, conformément aux risques auxquels l'organisation fait face. Fin 2021, la réserve s'élevait à 138,8 millions de dollars.

91. Dans sa décision 2022/4, le Conseil d'administration a approuvé la création d'une réserve distincte pour l'initiative S3i et l'établissement de son niveau initial à 105 millions de dollars, dont 63 millions de dollars ont été investis par l'UNOPS dans des projets S3i. Cette mesure vient s'ajouter à la création, en 2019, d'une réserve pour la croissance et l'innovation dont la valeur a été fixée à 50 % des réserves opérationnelles excédentaires. Fin 2021, elle s'élevait à 58,6 millions de dollars.

92. Les dépenses, les recettes et le solde de la réserve pour 2021 sont calculés à titre préliminaire par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.